

Res Publica

VOL II/ No. 2, MARDI 8 janvier 2019

EXCLUSIVITÉ !!
Rencontre transpartisane entre les chefs des partis pour une réforme du mode de scrutin.

Hier soir, le huit janvier, le *Res Publica* a appris de deux sources fiables que des discussions étaient en cours entre les trois groupes parlementaires concernant la mise en place d'un nouveau mode de scrutin. L'aboutissement de ces discussions est encore inconnu, mais, selon nos sources, le gouvernement ainsi que le deuxième parti d'opposition se seraient déjà entendus sur la question. Le Bloc national, de son côté, serait encore en période de réflexion sur le sujet. Finalement, nous avons appris qu'une rencontre transpartisane, dont la forme reste à déterminer, aura vraisemblablement lieu aujourd'hui, avec les attachés de presse et les chefs des trois partis, dans le but d'établir la mécanique d'un potentiel nouveau mode de scrutin.

Présentement, au Québec, le mode de scrutin est uninominal à un tour. Ce mode de scrutin est considéré comme peu représentatif puisque l'électeur ne vote qu'une seule fois et que, dans une circonscription, les voix d'un député perdant ne sont pas comptabilisées. Cela mène à des situations comme 1944 alors que l'Union nationale obtint 48 sièges pour 38% des votes alors que le parti libéral obtint 39,4% des votes, mais uniquement 37 sièges.

Lisez les prochaines éditions du *Res Publica* pour rester à l'affût des prochains développements dans ce dossier et obtenir de nouvelles exclusivités en lisant les prochaines éditions.

Les partis du Forum étudiant 2019

En l'honneur de l'ouverture officielle du Forum étudiant qui a eu lieu hier après-midi, l'équipe du *Res publica* a décidé de présenter les grandes lignes de chaque parti politique. Nous avons demandé à tous les attachés de presse de nous offrir un court texte qui résume bien les orientations générales de leur parti.

ASQ



Gauche

PAC



BN



Droite

L'Alliance socialiste du Québec

L'Alliance socialiste du Québec (ASQ) est un parti dont les réflexions et les actions sont guidées par l'intérêt collectif et par une volonté affirmée d'offrir une égalité réelle des chances à toutes les Québécoises et tous les Québécois. Ils pourront alors exprimer leur plein potentiel et bénéficier de conditions de vie décentes et dignes.

L'ASQ est un parti qui dénonce les privilèges indûment acquis. Le parti œuvre sans relâche à redistribuer les richesses et les possibilités.

L'alliance socialiste du Québec travaille avec une détermination sans faille pour que toutes et tous, sans exception, soient inclus.

L'ASQ est le véritable changement pour le Québec!

Le parti de l'Autonomie citoyenne

Le parti de l'Autonomie citoyenne (PAC) se démarque par son refus du dogmatisme et son ouverture aux autres partis.

Sa priorité est de mettre le citoyen de l'avant, assurant son confort sans jamais empiéter sur ses libertés individuelles. Loin des extrêmes, le PAC prône un juste milieu entre économie et environnement.

Toujours prête à peser le pour et le contre de chaque enjeu, la voix pacquiste est celle de la raison à l'Assemblée nationale. Le chef Joey Aubé rappelle qu'il se veut « l'arbitre du gros bon sens », un rôle qui passe avant tout par le dialogue.

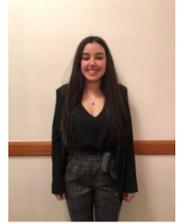
Le Bloc national

Dans une idéologie conservatrice adaptée au XXI^e siècle, le Bloc national constitue une alternative concrète et proche des Québécois.

En tant qu'opposition officielle, le Bloc national s'engage à surveiller les actions du gouvernement tout en gardant un esprit de coopération pour le bien-être des Québécois. Avec son équipe constituée de porte-paroles compétents et qualifiés, l'opposition officielle s'engage à défendre la famille, le travail et la prospérité du Québec.

Ces valeurs représentent, pour le parti, les piliers d'une société saine où la santé et la sécurité des citoyens règnent. Le Bloc national : une vision d'avenir, des mesures terre à terre.





Un discours à l'image de son parti

Hier, lors de son premier discours à l'Assemblée nationale, Pierre-Luc Vachon a réitéré à plusieurs reprises l'importance du concept d'égalité pour son parti.

Dès les premiers moments, M. Vachon a qualifié son gouvernement de porteur d'idéal, insistant sur sa vision d'un monde où tous ont des chances égales de réussir. Il a affirmé que son gouvernement était « à l'écoute de la population » et que les plus démunis pouvaient compter sur le soutien plein et entier de son parti.

Dans le domaine de l'éducation, le chef du gouvernement a proposé une gratuité totale du CPE au doctorat pour tous les Québécois : « C'est par l'éducation que l'on offre l'égalité des chances à tous nos concitoyens ». Le gouvernement a également la volonté de remettre à neuf les établissements scolaires du Québec et d'abolir les écoles privées.

Le discours du premier ministre contenait également plusieurs autres propositions, notamment celles de taxer l'eau, d'éliminer complètement l'exploitation d'hydrocarbures sur le territoire du Québec, de revoir le mode de rémunération des médecins pour en faire des employés de l'État, de créer un système judiciaire spécifique pour les agressions et violences sexuelles et de mettre en application une politique de francisation obligatoire et gratuite pour les nouveaux arrivants.

En général, le gouvernement veut lutter contre la privatisation et étatiser de nombreux secteurs. Il souhaite notamment créer un pôle public d'achat groupé de médicaments.

Révélation choc à la fin du discours

Pierre-Luc Vachon a annoncé à la fin du discours qu'il abolissait sa fonction de premier ministre pour la remplacer par deux postes de premiers ministres. À la conférence de presse qui a suivi le discours, M. Vachon a présenté aux médias sa nouvelle co-première ministre, Iulia Anescu, qui a fait un *mea culpa* au nom de son parti. En répondant aux critiques qui déplorent que la parité n'a pas été atteinte au sein du Conseil des ministres, elle a affirmé que sa nomination en tant que nouvelle co-première ministre était la première d'une série de mesures qui seront annoncées sous peu par le parti. Les chefs espèrent ainsi donner une plus grande place aux femmes dans l'Alliance socialiste du Québec.



Crédit photo : Collection de l'Assemblée nationale, photographe Roseline Melançon.

Saviez-vous que?

Au Québec, les industries qui prélèvent plus de 75m³ d'eau doivent des redevances de 0,0025\$ par m³ au gouvernement depuis 2011. Cependant, une augmentation de 0,07 \$ de ces redevances pour le prélèvement d'eau est demandée pour des activités telles que la production d'eau en bouteille, la fabrication de boissons, la fabrication de produits minéraux non métalliques, la fabrication de pesticides et pour l'extraction du pétrole.

Source : Site officiel du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

par Alexandra Grenon

Chronique écrite par Vincent Pagé



Première sortie ratée pour le PM

Le premier ministre et chef de l'Alliance socialiste du Québec, Pierre-Luc Vachon, a convoqué ce matin les journalistes lors d'un point de presse, quelques heures avant de présenter son discours d'ouverture de la 27^e législature. Un premier bain médiatique plutôt ardu pour le politicien fraîchement assermenté.

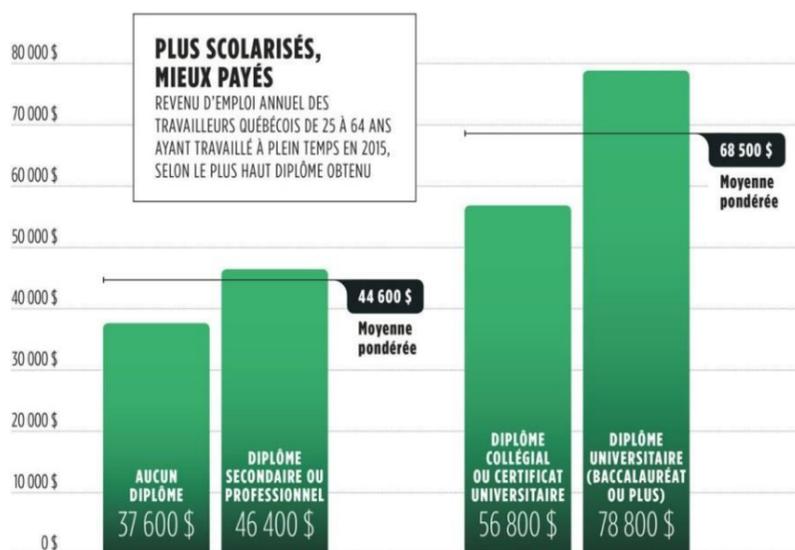
Devant la porte de la salle du caucus socialiste, M. Vachon a tenté avec difficulté de répondre aux questions qui ont été posées. En effet, il est facile de déduire que le premier ministre était trop peu préparé à rencontrer les journalistes, bien que cette rencontre était planifiée à l'horaire. Lorsqu'on lui a demandé s'il considérait avoir présentement l'appui de la population, le chef de l'Alliance socialiste a affirmé être constamment en communication avec les associations locales de son gouvernement, assurant ainsi qu'il est à l'écoute des préoccupations et des critiques des citoyens. Cependant, après lui avoir présenté les résultats du dernier sondage, le député de Vachon a semblé dévier de son discours en affirmant qu'il ne « gouvernait pas selon les sondages ». Après lui avoir souligné que les sondages constituaient un bon moyen pour la population de s'exprimer, le premier ministre a répété qu'il était « à l'écoute de la population ». Des propos contradictoires et incohérents, sachant que 53% de la population se dit « totalement insatisfaite » du gouvernement en place et que 46% affirme être en désaccord avec le concept de gratuité scolaire. Enfin, le chef socialiste n'a donné aucune réponse claire aux questions qui portaient notamment sur la gratuité scolaire et son cabinet non-paritaire, martelant que nous devions assister à son discours d'ouverture pour en apprendre plus.

Pour découvrir les positions du gouvernement, je vous invite à lire l'article que ma collègue Victoria Baril a écrit à ce sujet.

Les failles du système éducatif québécois

Notre système d'éducation est imparfait. C'est pour cette raison que 27% des 2500 Québécois sondés par la firme Chahine-Gagnon croient que l'éducation devrait être la priorité du gouvernement. L'endettement des étudiants universitaires et les diverses raisons qui les poussent à abandonner leurs études sont des obstacles majeurs à leur réussite. En charge des fonds accordés aux étudiants et des ressources fournies pour favoriser la diplomation, le gouvernement a sa part de responsabilité.

Au cours de leur parcours scolaire, les universitaires voient leurs dettes s'accumuler. Ils ont alors le choix de travailler tout en réduisant leur productivité à l'école ou d'emprunter des sommes importantes qui seront inévitablement à rembourser. Par contre, ce qu'ils ont tendance à oublier, c'est que leurs efforts mènent à de meilleurs salaires. Comme le graphique de Recensement Canada l'indique, les diplômés de l'université et du collégial gagnent en moyenne 23 900\$ de plus par année que ceux ayant terminé leurs études plus tôt.



Source : Recensement Canada 2016

Alors que le prix des études représente un problème réel pour certains, comment expliquer le fait que le taux de diplomation en Ontario est supérieur à celui du Québec, alors que les frais de scolarité sont plus du double dans cette province voisine? Tout d'abord, l'Institut du Québec remarque que les mesures entreprises pour éviter le décrochage scolaire diffèrent entre les deux provinces. En Ontario, des actions de prévention telles que la mise en place de personnel compétent luttant pour la persévérance scolaire, le perfectionnement continu des enseignants et le devoir d'étudier jusqu'à 18 ans sont notamment mises en place. Finalement, le manque de recherche et d'évaluation du système québécois est aussi à blâmer.

Afin d'améliorer ce système, le gouvernement doit s'attaquer non pas aux fonds qui sont accordés à la population, mais plutôt au fonctionnement de l'institution elle-même.

Deux pour un sur les premiers ministres le mardi

En réponse au questionnement sur la place de la femme au cabinet, l'une des mesures proposées par le premier ministre dans son discours d'ouverture au salon Bleu fut d'ouvrir un nouveau poste exclusivement pour une femme.

Pierre-Luc Vachon a entamé son mandat de premier ministre dès l'assermentation hier après-midi. Il n'a pas attendu bien longtemps pour apporter la « nouvelle voix » que son parti représente à son avis au Parlement, empruntant ici un tout nouveau chemin. Pourquoi cet empressement à mettre des mesures en place pour garantir plus de parité? Nos questions, nos articles de journaux de la veille ou l'opinion publique auraient-ils influencé cette décision? C'est à la toute fin de son discours que nous avons finalement vu les députés de l'opposition réagir : son idée de partager le poste de premier ministre les a fait sourciller.

Déjà vice-première ministre et ministre de la Sécurité publique, Iulia Anescu a été désignée comme étant co-première ministre. Officiellement, il ne peut y avoir qu'un seul premier ministre. La position d'Iulia Anescu se limite donc à de la spéculation. Vu le poste qu'elle occupait à l'origine, sa fonction ne change pas ou très peu : elle assiste le premier ministre. Dans ce cas, pourquoi lui donner le titre de co-première ministre si ce n'est que pour bien paraître?

À plusieurs reprises, Pierre-Luc Vachon a soutenu que la condition féminine était un sujet d'importance pour lui. En scindant son poste en deux, il désirait démontrer que la problématique de la parité homme-femme, qu'il n'a pas réussi à atteindre au cabinet, lui tient à coeur. D'ailleurs, lui et la co-première ministre semblent vouloir entreprendre d'autres mesures visant à promouvoir le statut de la femme. Seront-elles à la hauteur de nos attentes? Pour plus de détails à propos de ces fameuses mesures, il faudra patienter jusqu'à demain.



Crédit photo : Collection de l'Assemblée nationale, photographe Roseline Melançon.

Analyse et chronique par Naïmée Ramaglia



La vraie opposition?

Par Ruo Lan Wang



Hier, en conférence de presse, le Bloc national (BN) et le Parti de l'Autonomie Citoyenne (PAC) se sont prononcés sur le discours du premier ministre.

Le parti conservateur déclare ne pas être responsable de proposer des mesures concrètes et, au contraire, se contente d'une stratégie de réaction. M^{me} Délesle, chef du BN, est pourtant bien au fait que si des élections avaient lieu demain, 39% des Québécois et Québécoises voteraient pour son parti. Cependant, en conférence de presse, elle a déclaré : « On est en réaction, donc ce n'est pas à nous de proposer des mesures concrètes ». Quelle déclaration pour un parti qui se dit « représenter ses électeurs » Le BN ne croit-il donc pas que ses électeurs méritent un parti qui fait des propositions concrètes?

À l'opposé, le PAC a su freiner les ardeurs des socialistes en comparant leurs propositions à l'histoire d'« Alice au pays des merveilles, » en référence au financement de leurs propositions, notamment celle de la gratuité scolaire. Questionné sur ces mesures concrètes, le PAC propose plutôt d'investir dans l'éducation et diminuer le taux de décrochage scolaire. Clair et concis, le chef du PAC s'est exprimé non seulement sur le discours du premier ministre, mais aussi sur les initiatives de son parti, contrairement au BN qui n'a pas vraiment proposé d'idées concrètes. On se demande bien qui est la vraie opposition à l'Assemblée.

Malheureusement, la conférence de presse m'a laissé avec une image bien décevante du BN. Le devoir de l'opposition officielle n'est pas seulement de réagir, mais aussi de montrer à la population que son parti serait capable de remplacer le gouvernement actuel. À la place, la conférence d'hier nous a montré que si les élections se tenaient demain, ce serait plutôt le PAC qui serait le parti digne des Québécois et Québécoises.



Crédit photo : Collection de l'Assemblée nationale, photographe Roseline Melançon.

Éditorial par Yasen Angiozov

L'argent ne tombe pas du ciel

Lors de son discours, le premier ministre a promis plusieurs changements tels que la gratuité scolaire, une hausse de taxes sur les riches et la nationalisation de plusieurs domaines contrôlés par le secteur privé. Toutes ces promesses exigent d'énormes sommes d'argent. Eh oui! Hausser les taxes sur les riches est une façon parmi tant d'autres de collecter de l'argent, mais ce n'est pas si simple.

Au Québec, nous sommes 8 millions, donc le nombre de millionnaires taxables est limité. Je vous rappelle que le Québec est le territoire le plus taxé en Amérique du Nord. Si le gouvernement impose une hausse de taxe sur les riches, même si la hausse est progressive, ces personnes vont tout simplement quitter le territoire québécois progressivement et une tranche vitale de l'économie les suivra. Rien n'explique le fait de se faire couper son salaire en deux, alors qu'on décide de rester au Québec en raison de son attachement au territoire québécois. Le projet de transformer les médecins en travailleurs de l'État réduira directement leur salaire. En réaction, ces médecins vont prendre leurs valises et partir vers l'Ontario, où ils seront mieux payés.

Une hausse du salaire minimum à 15\$ de l'heure va aussi augmenter l'inflation, car le prix de tout va éventuellement augmenter. Quoi faire alors si, par exemple, le prix des produits augmente aussi? Une soudaine hausse du salaire minimum va simplement coincer l'économie du Québec dans un cercle vicieux. Une soudaine hausse du salaire minimum va aussi drastiquement affecter le marché du travail et va faire en sorte que tous les salaires devront augmenter. Avec une population vieillissante, un manque de médecins et une hausse de taxes sur les riches, puis sur la haute classe moyenne, puis sur la classe moyenne, l'économie et le peuple du Québec vont progressivement disparaître.

Hausser les taxes de la population revient à se tirer une balle dans le pied!



L'immigration, la solution pour combler la pénurie de main-d'œuvre?

Au cours d'un point de presse dans la matinée de mardi, le chef de la deuxième opposition, Joey Aubé, a affirmé que l'immigration est l'un des enjeux les plus importants pour la société québécoise.

En effet, monsieur Aubé a déclaré que face à la pénurie de main-d'œuvre, l'immigration reste l'un des moyens les plus efficaces pour régler cette problématique.

Le vieillissement de la population du Québec est un défi crucial pour notre société. Le taux de naissance n'est pas assez élevé pour pourvoir les postes que les retraités laisseront derrière eux.

Par ailleurs, la pyramide des âges du Québec (voir le tableau ci-dessous) indique que le taux de naissance est insuffisant puisque, normalement, la partie la plus large de la pyramide devrait être la tranche du bas. Pourtant, depuis 1961, on remarque un élargissement des tranches supérieures.

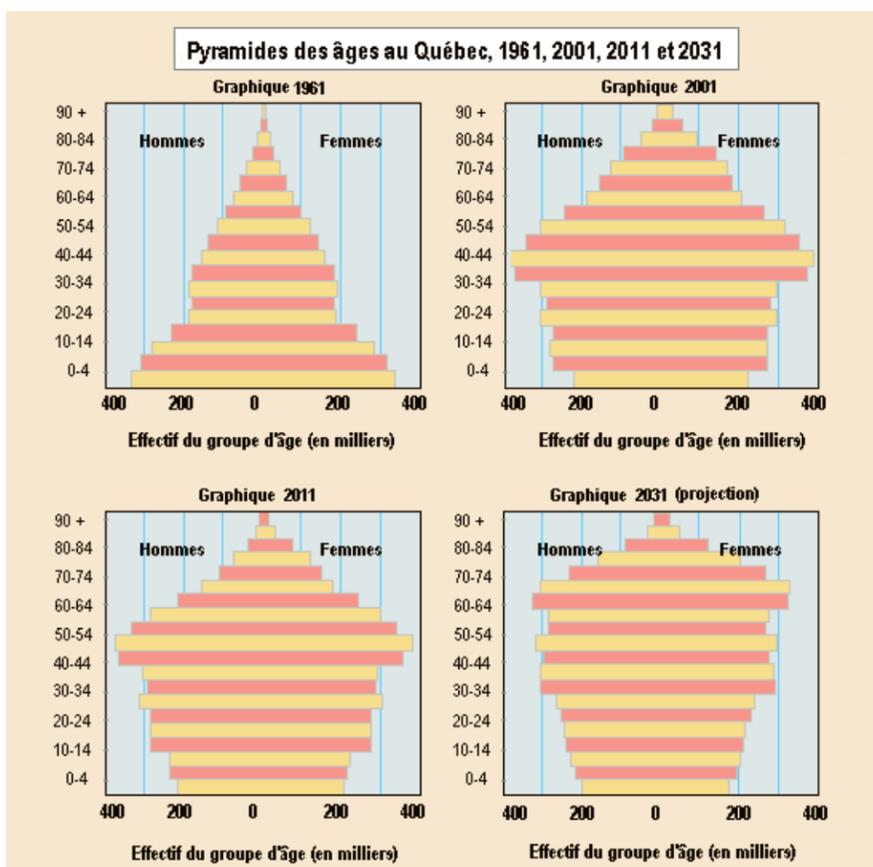
Selon une étude de l'INSPQ (Institut national de santé publique du Québec), la proportion d'âinés âgés de 85 ans et plus était de 12% en 2011. Si les estimations s'avèrent justes, cette proportion frôlera les 25% en 2061.

Ceci dit, comme la santé est primordiale pour les personnes âgées et une augmentation considérable du nombre d'âinés est à prévoir, les coûts dans le domaine de la santé augmenteront. Cet accroissement provoquera inévitablement des modifications dans le budget de l'État ainsi que dans le compte de taxes.

Dans les années passées, des mesures ont été appliquées afin d'augmenter le taux de natalité : les congés parentaux, les allocations familiales, etc. Certes, bien que ce taux ait légèrement augmenté, ce ne fut pas suffisant.

L'autre solution demeure l'immigration. Les nouveaux arrivants entrent sur le marché du travail québécois et occupent ainsi des postes où la main-d'œuvre manque. C'est notamment pour cette raison que le Québec accueille un grand nombre d'immigrants chaque année.

Il n'est donc pas surprenant de constater que Joey Aubé et son parti encourage l'immigration.



Une rencontre qui sort de l'ordinaire

Mardi, les journalistes et les attachés de presse participant au Forum étudiant ont eu la chance de rencontrer une journaliste d'expérience, la présidente de la Tribune de la presse, Véronique Prince.

Les jeunes collégiens ont ainsi pu visiter les locaux de la Tribune. Ils sont notamment entrés dans les bureaux de Radio-Canada et de TVA où un studio de télévision et une salle de montage leur ont été présentés.

De plus, madame Prince a fourni de précieux conseils aux apprentis journalistes. Le plus important est de trouver un bon « lead ». Selon elle, on ne peut pas passer à côté d'une bonne amorce qui met le ton pour le reste du contenu, autant à la radio qu'à l'écrit.

Aussi, elle a souligné l'importance de bien réfléchir aux questions avant de les poser (trouver des points de vue originaux) et de faire abstraction de ses propres intérêts.

Cette journaliste hors pair a également parlé des qualités importantes pour travailler dans ce domaine : l'esprit de synthèse, la curiosité, mais surtout la persévérance.

En effet, Véronique Prince a confié que son métier peut s'avérer difficile. Le plus grand défi est de livrer un travail de qualité malgré les nombreuses contraintes de temps. Les journalistes doivent être de plus en plus rapides compte tenu de la vitesse à laquelle les informa-

Véronique Prince, présidente de la Tribune de la presse.



Source: <https://www.grcp.ulaval.ca/veronique-prince>



Analyse et article par Océanne Desmeule

Les propos non-parlementaires

Le décorum! Le décorum, les amis! Tant d'importance en un mot! À s'en faire rabâcher les oreilles, on se demande si on sortira un jour du chemin. Mais voilà qu'à un moment, nous tombons sur une liste amusante d'insultes toutes plus drôles les unes que les autres. Ce sont les propos non-parlementaires. Nous voilà à la découverte des pionniers des jeux de mots de l'Assemblée nationale.

Qu'est-ce qu'un propos non-parlementaire?

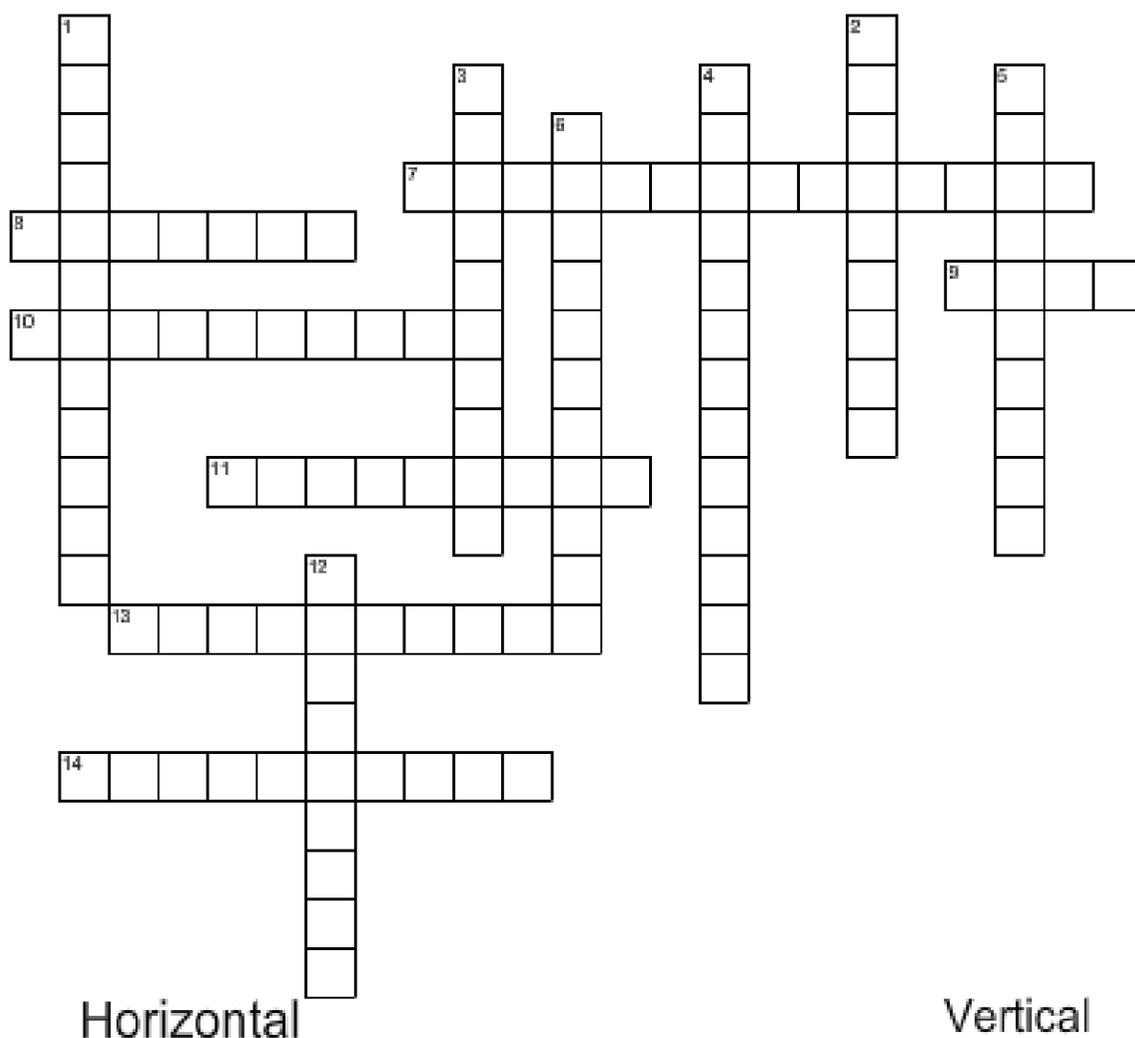
« Paroles interdites par le règlement de l'Assemblée nationale parce que considérées comme offensantes ou inappropriées à la décence qui sied dans les délibérations parlementaires ».
source : Site de l'Assemblée nationale

La décision de faire d'un mot ou d'une expression un propos non-parlementaire revient à la discrétion du président. Si un propos est désigné comme tel et est ensuite utilisé par un député en chambre ou en commission parlementaire, ce même député pourrait se faire demander de retirer ses propos.

Voici une liste de propos non-parlementaire qui ont frappé notre imaginaire :

Gestapo de l'impôt
Mascarade
Poser un petit peu de plomb entre les deux oreilles
Petites picasseries
Petits politiciens de basse-cour et de bas étage
Pseudo grand législateur
Retarder les travaux de façon consciente
Pyromane (en parlant d'un ministre)
Se déguiser en tapis de porte
Singeries
Suggérer de ne pas venir nous voir
Tout en jappant comme un chien enragé
Menteur pour menteur
Gang de branleux
C'est moi qui suis fou ou c'est lui qui est fou
Capacité de prévarication du ministre
Faire accroire aux Québécois

Propos non-parlementaires en un mot



Horizontal

Vertical

Banque de mots

Marionnette
Bonimenterie
Pinocchio
Filibuster
Aplaventarisme
Complicité
Banditisme
Clown
Fallacieux
Hypocrisie
Ignoble
Insipide
Insignifiant
Fourberie

7. Tendance à être dans un état de soumission ou d'indignité
8. Abject, Vil
9. Comique de cirque
10. technique parlementaire visant à retarder le plus possible l'adoption d'une loi
11. Sans valeur, fade
13. Mœurs des bandits
14. Perfide

1. Sans importance
2. Trahison, hypocrisie
3. Dissimulation, fausseté
4. Propos habiles et trompeurs
5. Connivence
6. Pantin
12. Personnage fictif au long nez